

## SOMMES-NOUS ENTRÉS EN ÉCONOMIE DE GUERRE ?

### Économie de guerre : la France est-elle prête ?

PAR FRÉDÉRIC MONLOUIS-FÉLICITÉ- PROMOTION « GÉNÉRAL GUILLAUME » (1990-93)

La fragmentation du monde à laquelle nous assistons depuis quelques années a été accélérée par la crise du Covid et la guerre en Ukraine. Est-ce la fin d'un cycle ou une simple pause dans la mondialisation ? La réponse à cette question n'est pas anodine. S'il s'agit d'une parenthèse dans la marche séculaire du monde vers davantage d'intégration et d'interdépendance, alors cette progression est singulièrement hypothéquée par la radicalité du moment. Ce n'est pas l'hypothèse la plus réaliste. Plus vraisemblablement, nous entrons dans une nouvelle ère qui clôt les deux cycles post-guerre froide. Les années quatre-vingt-dix d'abord, avec la course aux dividendes de la paix dont on mesure rétrospectivement la naïveté et les dégâts sur la posture de défense des démocraties occidentales. Puis les deux premières décennies du siècle, avec leur guerre de vingt ans contre le terrorisme islamique. Il faut à présent penser la superposition de ces engagements lointains de basse intensité, intermittents et asymétriques avec le retour d'une guerre totale à la mode du XXe siècle, la technologie en plus.

Le monde se refragmente à grande vitesse, et la France, comme ses partenaires européens, doit s'y préparer à marche forcée. C'est tout le sens de l'expression « économie de guerre », qui peut paraître exagérée tant que la guerre reste une hypothèse. Certes, nous

sommes encore très loin de la mobilisation totale des ressources humaines, financières et industrielles du pays, caractéristique de la première guerre mondiale, à l'occasion de laquelle l'expression a été forgée. « On n'est pas en guerre, mais malheureusement il faut s'y préparer », c'est le mot d'ordre du ministre des Armées aux industriels de défense début septembre. Les tensions sur l'approvisionnement énergétique, les métaux rares et les composants électroniques suffisent à justifier une telle rhétorique, qui a le double mérite de la clarté et de la mobilisation. Car l'Europe, et singulièrement la France, risquent d'être les grandes perdantes d'un monde dans lequel les ressources stratégiques sont maîtrisées par la Chine et États-Unis, qui n'ont ni les mêmes contraintes ni les mêmes priorités géopolitiques.

La grande inconnue réside dans la capacité des populations et des entreprises à accepter durablement des restrictions auxquelles des décennies d'abondance ne les ont pas préparées. Pour que la soutenabilité des mesures d'exception susceptibles d'être adoptées dans le champ économique et énergétique soit assurée sur le long terme, il faudra un consensus politique et social inédit ces dernières années. C'est à cette seule condition que la réorientation de l'appareil productif et des investissements sera envisageable.

